



P971.4471
Q33md

QUELQUES MOTS

SUR

L'ADMINISTRATION ACTUELLE

DE LA

Corporation de la Cité de Québec.

par
H. C. Pelletier.

10 MARS.

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

QUÉBEC :

Des Presses de C. DARVEAU, N^o 8, rue de la Montagne.

—
1869.

9771.4471
Q 33 md

300 GIBTO L008
309 L02-THA

QUELQUES MOTS

SUR

L'ADMINISTRATION ACTUELLE

DE LA

CORPORATION DE LA CITÉ DE QUÉBEC.

Les embarras pécuniaires de la Corporation de la la Cité de Québec ont pris des proportions alarmantes ; chaque année les contribuables sont appelés à payer de nouvelles taxes spéciales, et cependant le gouffre est toujours béant et menace d'engloutir la fortune de tous les citoyens. La valeur des propriétés foncières diminue tous les jours, pendant que l'impôt d'un autre côté augmente sans cesse : ces faits sont notoires. Aussi les électeurs municipaux, convaincus de l'inefficacité, du danger même du mode de l'administration actuelle, ont déjà demandé à la Législature un remède prompt et énergique qui arrête la Corporation dans la voie difficile et périlleuse où elle s'est engagée. Cette année ils croient de leur devoir de réitérer leur demande ; car il est d'une urgente nécessité de porter secours au crédit de la Cité gravement compromis, sinon sur le bord de l'abîme.

Les citoyens ne voient d'autre moyen de protéger leurs fortunes et de sauver le crédit de la ville, que celui de suspendre pour un temps le système électif et de remplacer le conseil de la Corporation par des commissaires nommés par le Lieutenant-Gouverneur. Cette nouvelle organisation permettra de constater tout le mal de la situation et d'y porter remède ; puis, fournira à chacun l'occasion de méditer les bases sur lesquelles pourra être rétabli dans la suite le principe électif, avec des garanties de succès.

I.

Monsieur le Maire actuel en prenant possession de son siège au Conseil de Ville pour la première fois, a donné un état démontrant que le 1er Mai 1868, la dette de la Cité devait s'élever à \$2,670,545.60 et qu'à la même époque, le déficit entre les recettes et les dépenses courantes, accumulé pendant deux ans et quatre mois, serait probablement \$145,662,97. Assurément, ces données officielles n'indiquent pas une grande prospérité dans nos finances municipales.

Les documents mêmes de la Corporation nous font voir avec quelle prodigieuse rapidité s'est accrue la dette de la Cité. En 1852, la dette n'était que de \$740,414,00, et le premier de mai 1868, nous venons de dire qu'elle devait s'élever à \$2,670,545.60 ; de sorte que entre ces deux époques il y a eu une augmentation dans la dette de \$1,930,131,00, ou \$128,675,00 en moyenne par année. Mais dira-t-on, pendant et intervalle la Corporation a fait des travaux très considérables, v. g. ceux de l'aqueduc, soit ; mais depuis 1859,

ces travaux n'ont pas eu lieu ou ont contribué pour une très petite part dans l'augmentation de la dette. Et bien, qu'elle était la dette en 1859 ? \$2,119,262,72. Depuis cette dernière époque, il y a donc eu une augmentation de \$551,282,28 dans la dette de la Cité, environ \$69,000,00 par année.

Ces faits n'exigent aucun commentaire ; ils démontrent jusqu'à l'évidence le peu de respect que le Conseil a toujours manifesté pour la loi qui régit la Corporation, et l'imprudence avec laquelle il a contracté sans cesse de nouvelles dettes sans tenir compte des revenus annuels de la Cité.

C'est en vain que la Législature est intervenue pour lui défendre de faire des dépenses au delà des moyens pécuniaire mis à sa disposition, le Conseil a toujours continué à endetter la Cité et à prélever toutes espèces de taxes, que les citoyens ont vu s'accumuler annuellement sur leurs propriétés, leur genre d'affaire etc , etc.

En 1859, la Corporation de la Cité se trouvant embarrassée dans ses finances, obtint de la Législature la permission d'émettre des bons pour un montant de \$300,000,00 afin de la mettre en état de consolider sa dette, mais en même temps la Législature lui défendit de s'endetter d'avantage. 22 Vict. chap. 23 sec. 4.

Six ans plus tard, en 1865, la même Corporation se trouvait dans un état voisin de la banqueroute : elle avait illégalement émis des bons pour des sommes considérables, savoir, \$51,696,00 pour les fins de la Corporation et \$16,382,00 pour les fins de l'acquies. On eut recours à la Législature, qui permit encore à la Corporation d'émettre des bons jusqu'au montant de

\$450,000,00 pour couvrir sa dette flottante et remplacer le montant des bons émis illégalement. Mais cette fois, la Législature non seulement défendit au Conseil de contracter de nouvelles dettes, mais encore elle rendit responsables personnellement le Maire, les Conseillers et les autres officiers civiques des dépenses qu'ils pourraient faire au delà de leurs revenus, et les assujettit à être poursuivis pour délit s'ils contractaient comme auparavant, de nouvelles dettes pour augmenter la dette de la Cité. 29, Vict. ch. 57.

En présence de la loi qui défend et punit, qu'est-il arrivé ? Nous le savons déjà : 1er mai 1868, déficit probable \$145,662,07.

Maintenant nous connaissons le respect de nos édiles pour la charte d'incorporation et par suite pour le principe électif. Nous savons aussi qu'ils ont constamment violé la loi, en négligeant le fonds d'amortissement destiné au paiement des bons de la Cité. M. Lemesurier lui-même dans son discours du 11 janvier dernier, affirme que pendant les deux années précédentes ce fonds d'amortissement a été négligé, mais que pour lui, il s'est conformé à la loi. Soit, mais les citoyens sont sous l'impression qu'il a fait de grands sacrifices pécuniaires pour se procurer les \$29,00,00, montant du fonds d'amortissement de cette année. Pourquoi a-t-il vendu des bons de la Corporation à dix par cent d'escompte ? Ce fait a besoin d'explication

Les citoyens sont aussi sous l'impression que la caisse du fonds d'amortissement est vide ou qu'il a été remplacé par de nouveaux bons, et que dans les deux cas, cet état de choses est peu rassurant. En effet, les citoyens voient arriver l'échéance des bons de la Cité

et prochainement il leur faudra payer ou régler d'une manière quelconque des sommes considérables, savoir :

Bons	Ancienne émission.....\$	36,800 00	
échus	Nouvelle émission.....	310,781 00	
en	Aqueduc.....	46,800 00	
1870.	do pay. à Londres.	414,640 00	
			809,021 00
1871.	Nouvelle émission.....\$	36,300 00	
	Aqueduc.....	6,000 00	
			42,300 00
1872.	Ancienne émission.....\$	54,100 00	
	Nouvelle émission.....	15,600 00	
	Aqueduc.....	6,000 00	
			75,700 00
	Ancienne émission....\$	132,300 00	
1873.	do payables à Londres.	194,664 00	
	Aqueduc.....	14,953 00	
	do payables à Londres.	194,664 00	
			536,581 00
1874.	Ancienne émission.....	70,800 00	
	Ancienne émission.....\$	69,200 00	
1875.	Aqueduc.....	3,000 00	
	do payables à Londres.	292,000 00	
			364,200 00
1876.	Ancienne émission\$	2,000 00	
	do pay. à Londres....	243,328 00	
	Aqueduc pay. à Lond	107,064 00	
			352,392 00
1877.	Anc. émis. payables à		
	Londres.....\$	29,200 00	
	Porte St. Jean.....	10,000 00	
	Télégraphe d'Alarme.	27,000 00	
	Aqueduc.....	8,000 00	
			74,200 00

<i>Montant rapporté</i>		\$2,325,194 00
1878.	An. émis pay. à Lond. \$	9.733 00
	Bons spéciaux.....	5.200 00
		14.933 00
1879.	Ancienne émission.....	\$ 10.200 00
	do pay. à Londres.....	209.020 00
	Bons spéciaux.....	3.100 00
		222.320 00
1880.	Bons spéciaux.....	\$ 1.200 00
1882.	do do	1.372 00
1883.	do do	3.012 00
1884.	do do	1.000 00
1885.	Bons spéciaux.....	\$.500 00
	Porte St. Jean.....	20.600 00
		21.100 00

Total.....\$ 2,590,131 00

sans parler des \$88,348,00 pour billets promissoires encore dus et de beaucoup d'autres dettes contractées par la Corporation.

En attendant que le pavillon du Shérif vienne flotter sur nos propriétés, Mr. Lemesurier a voulu nous donner quelque espoir; car il nous a promis cette année un excédant de \$62,632,17. Il a soin d'ajouter que ce phénomène extraordinaire ne s'est pas vu depuis quinze ans. Pour dire toute la vérité, il aurait pu continuer: depuis quinze ans aucun Maire n'a été aussi favorisé que moi par les circonstances et personne n'a su comme moi faire rédiger de beaux et encourageants rapports. Examinons son exposé financier du mois de janvier dernier et voyons s'il est aussi solide que brillant.

Nous n'avons pas l'avantage d'avoir tous les documents de la Corporation en notre possession ; nous nous servirons des données mêmes du Maire et de quelques rapports officiels.

Année fiscale 1867-68. Revenu du rôle des cotisations.....	\$ 177,773 60
Montant perçu.....	106,979 86
Arrérages de 1867-68 dus au commencement de l'année fiscale 1868-69.....	69,793 74
Montant ces derniers arrérages perçus en 1868-69, depuis le 1 mai au 31 décembre 1868.....	14,870 71
Arrérages de l'année 1867-68 encore dûs au 31 décembre 1868, c'est-à-dire, 8 mois depuis le commencement de l'année fiscale 1868-69.....	54,923 03
Revenu du rôle des cotisations pour l'année fiscale 1868-69.....	\$ 219,486 00
Montant perçu pendant les huit premiers mois, c'est-à-dire, du 1 mai au 31 décembre 1868.....	100,555 00
Arrérages dus au 31 décembre 1868.....	118,931 00
Pendant l'année fiscale 1868-69, la Corporation avait une nouvelle taxe de $7\frac{1}{2}$ par cent, devant donner un produit de.....	
	\$ 69,000 00
Montant perçu de cette taxe au 31 décembre 1868.....	33,892 28
	\$

Arrérages dus de la taxe spéciale..... 35,107 72

Résumé—arrérages dus au 31 déc. 1868 :

Pour l'année fiscale 1867-68. \$ 54,923 74

Do 1868-69 (8 mois)..... 118,931 00

Taxe spéciale..... 35,107 72

Total.....\$ 208,962 46

Passons maintenant au département de l'Aqueduc.

Arrérages de l'année dernière perçus pendant les huit mois de la présente année fiscale, savoir, du 1 mai 1868 au 31 décembre 1868.....\$ 37,762 71

Le rôle des cotisations doit donner au moins..... 60,000 00

Montant perçus au 31 décembre 1868..... 13,845 73

Arrérages dus sur le rôle de cotisation au 31 décembre 1868..... 46,154 27

si nous ajoutons aux arrérages des taxes de l'eau les autres arrérages dont nous avons déjà parlé, savoir, \$208,962, nous avons un total de \$255,116,27, arrérages dus au 31 décembre 1868.

Pourquoi le maire dans son discours d'inauguration n'a-t-il pas abordé franchement la question des finances ? Pourquoi n'a-t-il pas fait une distinction dans la perception des arrérages et du revenu de l'année courante ? Car il savait bien que ces arrérages et les \$33,000 de la taxe spéciale étaient destinés à combler le déficit de l'année dernière, et qu'ainsi au lieu

de \$228,877.30, tel que mentionné dans son discours, il n'a perçu sur le rôle de cette année que \$100,555.00 ; qu'au lieu de \$55,478.15 qu'il dit avoir perçus sur le rôle des taxes de l'eau, il n'a perçu sur le rôle de la présente année que 13,845.73 ; de sorte que, en supposant même réalisées les espérances du maire, savoir, qu'il recevra encore avant le 1er mai 1869 \$30,000.00 pour les taxes de l'eau, il constate pour l'année fiscale 1868-69 un déficit de \$16,154.27 dans la perception du revenu pour ce seul département. M. le Maire peut aussi nous dire maintenant combien il a retiré depuis le 31 décembre dernier sur le rôle des cotisations et si son espérance de recevoir \$60,000 de cette date au 1 mai 1869, va se réaliser ; puis ensuite, il nous sera facile d'établir qu'à l'expiration de la présente année, il y aura encore d'immenses arrérages à percevoir, et par suite un déficit considérable.

Il appert donc par les chiffres mêmes de la Corporation que notre position financière n'est pas aussi brillante que le Maire veut bien nous le faire croire. M. Lemesurier a voulu évidemment en imposer par ses données, afin de prévenir autant que possible l'effet que pourraient produire les requêtes des citoyens de Québec, demandant la suspension du Conseil. Mais ceux-ci savent quel crédit mérite cet exposé financier qui consiste à accumuler, pour défrayer les dépenses d'une année, les revenus de cette même année et les gros arrérages des années précédentes, sans tenir compte d'aucun déficit. Ajoutons à cela que depuis quinze ans, jamais Maire ne s'est trouvé dans des circonstances aussi favorables : à sa dernière session la Législature est venue à son secours en abolissant l'appel des jugements de la Cour du Recorder ; en légalisant la taxe du drainage, et celle sur le genre d'affaire ;

le Conseil, en lui votant \$69,000,00, par une taxe spéciale de $7\frac{1}{2}$ 0/0 ; en lui permettant de retirer les taxes de l'eau trois mois d'avance, et en augmentant les revenus des marchés par de nouvelles taxes. (Règlement de la Corporation du 6 mars 1868).

Malgré tous ces avantages, nous savons qu'elle est notre position. La perception du revenu se fait lentement ; on ne marche qu'à force de taxes spéciales imposées régulièrement chaque année et ainsi ce sont toujours les mêmes personnes qui paient.

L'année prochaine, si le présent système subsiste, peut être qu'un nouveau Maire nous dira comme M. Lemesurier en prenant son siège pour la première fois : il y a un déficit énorme, vite de nouvelles taxes, car il faut avant tout payer nos dettes.

Cette manie de toujours prélever de nouvelles taxes sans faire payer aux contribuables le montant des taxes déjà imposées ; cette détermination obstinée de ne tenir aucun compte de la loi, de cacher la vérité par intérêt personnel ou pour défendre une cause quand même, voilà ce que les citoyens ont droit d'appeler un système inefficace et dangereux.

Quant aux autres sources de revenu. Il y a dans la perception de l'impôt une négligence encore plus coupable.

Voici un état démontrant les revenus annuels des différents marchés de la ville, le montant payé et les arrérages dus, à venir au 16 dec. 1868. Nous le donnons tel que présenté au Conseil de Ville à la fin de décembre.

Marché Champlain.	Revenu annuel.	Payé.	Balance due.
Magasins (shops)	\$1,504 20	\$ 631 35	\$ 872 85
Etaux (stalls).....	1,668 16	755 03	9 3 13
Marché Finlay.			
Echoppes (sheds).....	1,129 80	1,116 02	13 78
Etaux.....	2,205 60	2,150 64	54 96
Marché de la H.-Ville.			
Etaux.....	3,110 40	1,895 60	1,214 80
Marché J. Cartier n° 1.			
Etaux.....	2,070 00	694 30	1,375 70
Marché J. Cartier n° 2.			
Etaux.....	1,852 80	621 10	1,231 70
Magasins.....	201 60	80 00	121 60
Marché St. Paul.			
Etaux et échoppes..	763 20	331 60	431 60
Marché Berthelot.			
Etaux	920 00	364 00	556 00
		\$15,425 76	8,639 64 6,786 12

Le même document nous fait voir aussi quelles ont été les sommes perçues des marchés, des maisons de pesée et du Hâvre du Palais, du 1er mai au 30 novembre 1867 et pour la même période en 1868.

En 1867	\$22,924 55
1868	23,065 02
	\$ 140 47

Cette augmentation de \$140.47 en 1868 est véritablement insignifiante, risible même quand on considère le surcroît de taxes imposées sur nos marchés

par le règlement du 6 mars 1868, et dire que c'est à la suite de cet exposé, qu'un échevin se levait gravement au conseil pour protester contre les requêtes des citoyens, en disant, selon le rapport des Journaux, que tous ceux qui avaient signé ces requêtes voulaient perdre leurs droits, qu'ils s'étaient donné un certificat de folie, qu'il fallait les interdire, puisqu'ils étaient incapables d'agir comme des hommes. Il faut avouer que M. l'échevin ne pouvait mieux choisir son temps pour se couvrir de ridicule : c'est sans doute à la suite de la lecture du brillant exposé qu'il venait d'entendre que le digne orateur se sentit le courage des grandes choses. Quoiqu'il en soit la Corporation peut-elle expliquer cet excédent de \$140,47 ?

De deux choses l'une : ou le présent système de perception du revenu sur nos marchés est inefficace, sans garantie de la part des commis, ou l'augmentation des taxes a eu pour effet d'éloigner de nos marchés les habitants des campagnes. Dans tous les cas, les citoyens ont droit de se plaindre de cet état de choses.

Le fait est que les cultivateurs craignant d'aborder nos marchés, vendent leurs produits dans les environs de la ville, qui est forcée ainsi d'aller acheter à l'échoppe du regrattier.

M. Lemesurier se plaint de l'insuffisance des revenus des marchés et des halles, mais pourquoi n'y-a-t-il porté remède ? Il lui était si facile de faire payer tout le monde, puisque les étaux et échoppes ne sont loués généralement ou du moins ne devraient être loués qu'avec de bonnes garanties. Ici il y a donc négligence coupable. Ce manque d'énergie de la part de la Corporation a été la cause des nouvelles taxes sur nos marchés et des effets pernicious qui s'en sont suivis.

Dernièrement il a été question au Conseil de Ville de vendre le revenu des marchés et du hâvre du Palais ; la discussion de cette proposition a fait voir que l'administration actuelle est mauvaise. En effet, les prix offerts pour nos marchés démontrent que la Corporation par elle-même pourrait retirer beaucoup plus de cette source de revenu, en supposant même qu'elle se fit payer régulièrement par les locataires de ses étaux et échoppes. Pour le hâvre du Palais et le marché St. Paul seuls elle perdra cette année plus de \$2,000.00. Ce fait est assez important pour mériter considération.

Nous croyons avoir démontré que le présent système est inefficace, parce qu'il ne perçoit pas le revenu ; qu'il a été la cause que la ville a perdu des sommes considérables ; qu'il ne tient aucun compte des recettes quand il s'agit de contracter des dettes ; qu'il est dangereux parce qu'il viole constamment la loi qui devrait le régir et qui lui défend d'endetter la ville ; qu'il impose taxes sur taxes et que ce sont toujours les mêmes personnes qui paient ; qu'il a ruiné nos marchés et qu'il n'expose pas notre position financière dans toute sa réalité. Ce dernier fait est si vrai, que le Conseil lui-même le constate et ne croit pas au dernier exposé financier de M. le Maire. En effet, pourquoi la Corporation demande-t-elle de nouveaux pouvoirs, de nouvelles taxes à la Législature, si nos recettes sont plus que suffisantes pour payer les dépenses courantes et si le déficit des années précédentes est déjà comblé ? Est-ce pour le seul plaisir de se conformer à son passé ou à l'habitude qu'elle a contractée de venir chaque année devant la Législature pour obtenir quelques nouvelles faveurs ? Les citoyens ont droit de venir

l'arrêter dans cette voie périlleuse et de lui dire : faites payer tous les contribuables ; que chaque source de revenu donne sa juste part et ensuite, la perception de tous les revenus faite, si une nouvelle taxe est nécessaire, alors imposez-la ; mais que ce ne soit pas toujours les mêmes victimes qui prient, et que tout se fasse sans partialité, sans favoritisme.

II.

Un fait étrange et digne de remarque, c'est qu'au moment où les quatre cinquièmes des citoyens demandent la suspension temporaire du Conseil de la Corporation de la Cité de Québec, aucune requête en opposition n'est venue devant la Législature ; la lutte est donc entre les citoyens d'une part et de l'autre les conseillers et les échevins qui sont les mandataires de ces mêmes citoyens. Cette singulière anomalie frappera nécessairement le regard de l'observateur désintéressé.

Mais enfin, il faut résoudre le problème : qu'est-ce que trois commissaires nommés par le Lieutenant-Gouverneur feront de mieux que le Conseil de Ville ? Nos édiles seront peut-être les premiers à nous demander si les commissaires pourront payer deux piastres avec une piastre. Et le principe électif ? ... Et notre crédit que nous allons compromettre ? etc., etc., etc.

D'abord il est prouvé que le Conseil de Ville s'est attribué des pouvoirs que la loi lui refusait, en contractant des dettes au-delà de ses revenus ; qu'il n'a

songé qu'à taxer les citoyens de plus en plus sans s'occuper de la perception du revenu. Or, nous vous le demandons, qu'elle garantie offre un pareil système ? La Législature l'année dernière a refusé au Conseil l'autorisation de prélever de nouvelles taxes, mais en même temps lui a donné les moyens de retirer plus sûrement ses revenus, sans qu'il ait même pensé à les demander. Et bien ! la corporation privée du droit de taxer d'avantage que devient-elle ? Elle perd son plus bel attribut ; il ne lui reste plus que le devoir de percevoir les revenus et de conformer ses dépenses à ses recettes. Nous savons déjà qu'elle est incapable de remplir cette tâche ou que du moins elle ne l'a jamais remplie. Donc, placée à ce point de vue, elle tombe d'elle-même.

La question la plus importante maintenant pour la Corporation, c'est celle des finances. Il importe donc de la dégager de tout intérêt personnel, intérêt de localités, de parti, de lui donner une direction forte et énergique. Or, c'est pour cela que les citoyens appellent de leurs vœux la suspension du Conseil actuel et la nomination de trois commissaires.

Pourquoi la perception du revenu se fait-elle si mal ; c'est qu'il y a de la part de certains échevins ou conseillers des intérêts à ménager : on craint toujours la prochaine élection, les reproches de ses amis. Pour ne citer qu'un exemple : à force de sollicitations de la part du propriétaire, un certain locataire de la rue St. Louis est poursuivi par la Corporation et jugement obtenu. Toujours sur les instances du même propriétaire, la Corporation envoie un huissier pour exécuter son jugement. Qu'arrive-t-il ? l'huissier est mis à la porte par un conseiller. Bien souvent l'huissier n'a pas

la peine de se rendre chez le propriétaire ou le locataire: ils sont exemptés de fait de payer leurs taxes. Il y a un grand nombre de personnes qui n'ont jamais payé de taxes et un nombre encore plus considérable qui ne les paient que par ci par là ou à moitié. Aussi, il y a des quartiers populeux qui sont toujours en retard et la recette générale en souffre beaucoup, pendant que d'un autre côté une certaine classe de citoyens sont les victimes de toutes les taxes spéciales et autres.

C'est déjà un grand mal que ce favoritisme ; mais que dire de l'intérêt des localités ? Un conseiller n'est responsable que pour son quartier ; il tâche de tout amener là, améliorations, dépenses, etc., et chacun pense pour son petit comté, pendant que l'intérêt général reste sans représentant. Que, d'abus, que de méprises ne sont pas résultats de ces sortes d'intérêts ?

Un jour un conseiller, sans autorisation, fait placer des lampes à l'huile de pétrole dans quelques rues, au montant de \$3,700.00 ; l'affaire vient devant le conseil, mais que faire, c'est une amélioration ; il faut bien payer.

Un autre jour, quelqu'un veut avoir de la pierre de la Corporation : celle-ci refuse ; néanmoins quelque temps après, on s'aperçoit qu'une grande quantité de pierre est disparue au Hâvre du Palais. Où est-elle allée ? Elle est entassée dans les quais d'un nouveau pont que l'on veut construire ; puis, tout est dit.

Ces petites misères ne sont pas rares sous le ciel nuageux de la Corporation de Québec ; elles soulèvent quelquefois des tempêtes, alors les Conseillers ou Echevins se traitent entre eux de jobeurs, de spéculateurs. Les citoyens se donnent le plaisir d'assister à ce spectacle, mais la carte d'entrée coûte très-cher.

Nous disions que la question financière actuelle a besoin d'une direction forte et énergique. Et bien ! aujourd'hui d'où part le mot d'ordre, qui se tient responsable pour le tout ?

Vingt-quatre Echevins et Conseillers, et un Maire forment une réunion assez nombreuse pour compliquer singulièrement les rouages d'une Corporation dont le but principal aujourd'hui est de percevoir ses revenus et de conformer ses dépenses à ses recettes. Cette petite Chambre se subdivise en Comités et à moins qu'un Conseiller n'assiste à tous les différents Comités, il ne connaît guère comment les choses se passent. Quelques Conseillers et Echevins se donnent le trouble bien désintéressé d'assister à tous les Comités ; mais la plupart, hommes d'affaires ou de profession n'assistent qu'aux séances du Conseil et là ils sont souvent pris au dépourvu par un grand nombre de questions longtemps débattues dans le Comité et ne se doutent pas quelquefois que ce beau discours fait tomber une pluie d'or sur la propriété d'un ami.

L'administration peut se passer de discours qui intéressent les galleries, mais il lui faut quelques hommes qui lui consacrent tous leur temps, leur zèle et leurs capacités. Que deviendrait une institution financière, une banque par exemple, si elle était laissée aux soins seuls de ses employés ?

Nous ne voulons pas accuser les officiers de la Corporation, non ; mais nous disons que ces employés ont assez à faire dans leurs bureaux sans s'occuper de l'administration générale, et ceci se conçoit.

Aujourd'hui le maire n'est pas obligé de consacrer toute son énergie aux affaires civiques, de même pour les échevins et conseillers, de sorte qu'il n'y pas à la

tête du corps municipal cette activité continuelle et permanente, ce dévouement, qui rencontre tout et prévoit tout.

Sans doute, nous ne faisons pas un blâme à qui que se soit de n'être pas toujours à la Corporation, la chose est impossible et ne pourra exister qu'avec des personnes qui seront nommées et payées exprès pour suivre continuellement les affaires municipales; en un mot pour être tout le Conseil actuel, mais un conseil en séance permanente et étranger à toute question d'intérêt personnel.

Ainsi avec des commissaires, nous avons tous les avantages du Conseil de Ville actuel; plus, l'assurance d'une direction plus forte, plus permanente plus énergique. Ensuite point de discours pour les spectateurs, mais aussi point d'intérêt personnel, de localités, point de crainte des élections; au lieu de vingt-quatre membres qui discutent et se divisent en deux camps, trois hommes seulement il est vrai, mais trois hommes de spécialités et travaillant assidûment à mettre ordre dans nos finances.

Sans doute que tout dépend du choix de ces trois hommes et l'incertitude de leurs noms devient le plus fort argument dans la bouche de nos adversaires.— Nous comprenons l'importance de ces nominations; aussi nous voulons leur donner toutes les garanties possibles en les confiant au Lieutenant-Gouverneur de cette province et nous croyons ainsi être sûrs du résultat désiré.

Nous ne voulons pas de créatures politiques, ni de nominations politiques; nous voulons des commissaires capables et bien préparés pour conduire nos affaires civiles, surtout nos finances.

Le Lieutenant-Gouverneur est un des anciens citoyens de Québec ; il connaît parfaitement bien la position de notre corporation, il est intéressé au bon fonctionnement de nos affaires municipales, il a beaucoup de propriétés à Québec, de sorte que nous ne saurions confier notre sort à des mains plus sûres et plus habiles.

Mais vous allez porter un coup fatal au crédit de la ville en dénonçant le système actuel, nous diront peut-être nos édiles ? A cela nous répondrons qu'il y a beaucoup plus d'honneur à prendre des moyens de payer nos dettes que d'essayer d'en imposer. Perdre notre crédit ? Mais pourquoi vendez-vous les bons de la cité à dix par cent d'escompte et pour quoi les quotez-vous à 98, et 93. Entre ces deux chiffres il y a une énorme différence et une fâcheuse tendance. Dans tous les cas, soyez tranquilles. L'année dernière, devant le comité des bills privés, un agent autorisé de nos créanciers d'Angleterre, a parlé fortement contre le système actuel et s'est prononcé pour les commissaires. Nous n'avons pas raisons de croire que nos créanciers aient changé d'opinion, donc soyons sans inquiétude à cet endroit.

Mais le principe électif ? Mais pourquoi en avez-vous abusé ? pourquoi l'avez-vous violenté et rendu impraticable dans bien des circonstances ? pourquoi avez-vous exploité les préjugés populaires et profité de la pénible situation des ouvriers engrève ? des coups de bâtons, des menaces, ce sont-celà les plus beaux attributs du principe électif ? Pourquoi avez-vous violé la charte et la loi qui régissent la Corporation ?

Pour nous, nous avons le plus grand respect pour

le principe électif; c'est pour cela qu'aujourd'hui nous avons recours à la Législature. Là est la vraie source du principe électif et de là aussi partira le véritable principe électif qui devra nous régir plus tard. Mais actuellement, le mal est fait; il faut avant tout y porter remède.

Il nous faut une commission pour examiner dans tous les détails le mouvement de la Corporation, afin de résoudre sûrement la question financière. Pour cela, il faut que cette commission s'empare de la Corporation pour bien l'étudier; car nous ne voulons pas d'une commission qui va trouver le chef du bureau et fait rapport, mais d'une commission qui constate les choses par elle-même.

Malgré toutes les garanties de succès qu'offre la commission telle que nous la voulons, quelques uns se disent encore: Mais quel intérêt ces Commissaires auront-ils de faire tous leurs efforts pour bien administrer?

L'intérêt d'honneur, le sentiment d'honnêteté, le soin de leur propre réputation, le désir de faire leurs devoirs, voilà les seuls intérêts qu'ils peuvent avoir, les seuls intérêts qui font le bien. Autrement rien n'est possible. Quels autres intérêts les honnêtes officiers civiques ont-ils aujourd'hui? aucun; car la prévision de la nouvelle élection ne doit pas détourner un Conseiller de faire son devoir, si non, cette influence est pernicieuse.

Que la commission soit sans tache et sans reproche, soit; mais elle n'augmentera pas les revenus et elle ne pourra pas plus que le Conseil actuel payer deux piastres avec une seule piastre.....

Il est vrai que les revenus de la Cité ne seront pas augmentés, mais ~~les~~ recettes le seront ; car avec de bons commissaires le système de perception change , tout le monde devra payer ; alors plus de milliers de jugements inutiles ou sans exécution. Bien plus, la commission payera une piastre avec une piastre, il est vrai ; mais aussi, si elle n'a qu'une seule piastre dans sa caisse, elle aura soin de ne pas s'endetter pour deux piastres—voilà la différence.

Enfin on fait encore une autre objection en affirmant que les commissions n'ont pas de succès dans ce pays et on nous indique le sort de celles du Havre de Québec et des Chemins à barrières.

Que l'on soit bien persuadé d'une chose, c'est que ces dernières commissions n'ont pas manqué de percevoir leurs revenus : à ce point de vue elles sont donc supérieures à notre Conseil de Ville. En second lieu pourquoi comparer la commission demandée à d'autres commissions avec lesquelles celle-là n'a rien de connexe ? Mais qu'on la compare aux commissions d'une même nature. Est-ce qu'en Europe ces commissions n'ont pas réussi ? Et qui empêchera la nôtre de réussir de même ?

Ceux qui ont le plus horreur des commissaires ne se doutent peut-être pas que toute l'administration de la ville est actuellement entre les mains d'un petit nombre ; c'est pourtant le cas.

En effet pourquoi cette opposition constante de la part d'un grand nombre d'échevins et conseillers ? c'est que ces Messieurs redoutent les intrigues de quelques uns de leurs confrères. Mais cette opposition, cette déviation réduit singulièrement la partie active, le petit ministère qui se tient au pouvoir.

Il y a dans la Corporation quelques échevins et conseillers d'une grande activité ; ils se doivent leur élection à eux mêmes, ; aujourd'hui ce se sont eux qui sont à la tête de tout le mouvement, qui travaillent sans cesse à maintenir le système actuel et qui sont les premiers à crier contre la nomination des commissaires. Mais en réalité ne sont-ils pas eux commissaires ou du moins ne jouent-ils pas jusqu'à un certain point le rôle de commissaires ? Alors qu'ont-ils à dire ?

Quant aux citoyens, ils connaissent le zèle des commissaires actuels ; mais ceux-ci ne sont pas élus par toute la ville ou par une personne ayant la confiance du public ; c'est pour cela qu'ils veulent que ces commissaires cèdent leurs places à des hommes, sinon plus actifs, du moins plus désintéressés et plus capables d'administrer nos finances. Peut-être qu'avec des hommes nouveaux nous ne verrons plus cette série d'intrigues qui se manifestent tous les jours ; que les recettes seront plus abondantes et les poursuites inutiles moins nombreuses.

Nous devons ajouter à l'endroit des poursuites, que les signataires des requêtes ont dû nécessairement attirer l'attention de la Corporation et aussi pour frapper un grand coup, on a cité devant les tribunaux un de ces Messieurs. L'action comportait une demande de plus de \$100.00 pour arrérages de taxes. Qu'est-il arrivé ? Le défendeur a produit un reçu, une quittance générale. Ce fait n'est pas un accident. Il y a des centaines de personnes qui ont été poursuivies par la Corporation et qui avaient des reçus constatant qu'elles ne lui devaient plus rien. Comment de pareilles erreurs peuvent-elles se renouveler ? Assurément, un pareil système doit subir quelques modifications.

Nous avons déjà dit en commençant que nous ne voulions pas compromettre aucun officier civique, ni affirmer que tous nos échevins et conseillers soient des escrocs ou des imbéciles. Non, il y a dans le conseil beaucoup de citoyens honnêtes, respectables, des hommes d'affaires et de profession. Ces messieurs ont leurs occupations et n'ont pas le temps de donner à la Corporation toute leur attention, et tout le fruit de leurs talents et de leurs travaux. Et bien ! c'est pour remédier à cette regrettable lacune que nous demandons des changements temporaires dans l'administration actuelle.

III.

Les citoyens de Québec exposent avec confiance leurs demandes à la Législature. Ils n'ont pas craint de lui dire toute la vérité. Il ne veulent point satisfaire aucun sentiment d'animosité, de haine; ils ne désirent qu'une chose : mettre ordre dans les affaires de leur Corporation.

Non seulement les citoyens de Québec sont intéressés à obtenir des changements dans l'administration actuelle, mais encore tous les habitants des environs de la capitale et tous ceux qui fréquentent nos marchés.

Sans doute que la Corporation ou plutôt quelques échevins ou conseillers feront des efforts suprêmes pour renverser nos projets; ils auront peut-être recours à des questions de personnalité, de parti, etc.; pour nous, nous n'avons pas voulu nous servir de pareils moyens. Nous n'avons fait que traduire les don-

nées de la Corporation et il ne tient qu'à elle de corriger nos allégués. La Législature entendra la discussion de part et d'autre ; elle verra l'électeur accuser son mandataire, et celui-ci se camponner au système actuel, comme à sa dernière planche de salut.

Au dessus de toutes les misères de la lutte, il y a une chose qui devra frapper le spectateur : le crédit d'une ville à sauver, la fortune de milliers de citoyens à protéger. C'est ce point, nous n'en doutons pas, qui ne cessera pendant toute la discussion, d'attirer l'attention de la Législature.



UNIVERSITY OF
TORONTO LIBRARY

